

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JUILLET 1919.

Projet de loi

portant revision de la loi du 4 avril 1890 relative
à l'enseignement agricole.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Parmi les moyens dont dispose le Gouvernement pour accroître la richesse nationale, l'enseignement professionnel agricole tient une des premières places, en raison de l'influence qu'il exerce sur la production du sol.

C'est, entr'autres, grâce aux écoles d'agriculture et aux conférences agricoles, que les spéculations végétales et animales ont atteint en notre pays un si haut degré de perfection et que la Belgique se trouvait, en 1914, à la tête de toutes les nations, au point de vue du rendement de la terre.

La guerre ayant étendu ses ravages sur les institutions scientifiques ressortissant au Département de l'Agriculture, celui-ci a jugé utile de créer un Conseil supérieur de l'Enseignement agricole, pour l'aider dans son œuvre de restauration.

Dès le début de ses travaux, le Conseil remarqua que les dispositions de la loi du 4 avril 1890, ne permettent plus d'adapter l'enseignement agricole aux besoins actuels. En effet, cette loi fait une énumération limitative des établissements d'instruction agricole à charge de l'État; elle rend, par conséquent, impossible la création, en pays flamand, d'une école supérieure et d'une école moyenne d'agriculture, création dont l'utilité ne paraît pas pouvoir soulever de contestation.

Notre Institut agricole de Gembloux s'est assuré un haut degré de réputation scientifique et continuera, sans nul doute, à rendre des services éclatants à notre agriculture. Le Gouvernement veillera à lui conserver toute sa valeur. Mais la création d'un institut supérieur de langue flamande se justifie et par le désir d'assurer aux populations flamandes cette égalité que le discours du trône leur a promise, et par le caractère essentiellement agricole de nos provinces septentrionales; et enfin par la nécessité de former des agronomes et un personnel enseignant habitués à traiter les questions scienti-

fiques agricoles dans la langue dont ils auront à faire usage pour l'accomplissement de leur mission.

D'autre part, la loi ne prévoit pas l'organisation par l'État d'écoles spéciales que les progrès et les conditions nouvelles de l'industrie agricole rendent nécessaires, telles que : écoles ou cours pour la formation du personnel enseignant, écoles ménagères agricoles, écoles de laiterie, de mécanique agricole, etc...

En arrêtant d'une manière rigide les programmes des matières à enseigner, et en fixant *ne varietur* la durée des études, la loi actuelle ne permet pas de donner à l'enseignement agricole l'élasticité dont il a besoin pour suivre les progrès et s'adapter aux besoins nouveaux. C'est ainsi que les cours de l'Institut Supérieur étant répartis en trois années, le Gouvernement s'est vu obligé d'y annexer une 4^e année facultative.

En vue de supprimer ces inconvénients, et enfin de permettre l'introduction, dans nos institutions d'enseignement agricole, des améliorations exigées par les circonstances nouvelles, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau de la Chambre le projet de loi ci-annexé.

Le Ministre de l'Agriculture,

BARON RUZETTE.



PROJET DE LOI

portant revision de la loi du 4 avril
1890 relative à l'enseignement agri-
cole.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre de l'Agriculture,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur
suit sera présenté, en Notre nom,
aux Chambres législatives, par Notre
Ministre de l'Agriculture.

ARTICLE PREMIER.

L'enseignement agricole institué
et administré par l'État peut com-
porter :

1° Un institut d'enseignement su-
périeur dont les cours sont professés
en langue française.

Un institut d'enseignement supé-
rieur dont les cours sont professés
en langue flamande.

Ces instituts pourront compren-
dre plusieurs sections, notamment :

- A. Agronomie ;
- B. Eaux et Forêts ;
- C. Horticulture ;

WETSONTWERP

tot herziening der wet van 4 April 1890
op het landbouwonderwijs.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Landbouw,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de in-
houd volgt, zal in Onzen naam aan
de Wetgevende Kamers worden
aangeboden door Onzen Minister
van Landbouw.

EERSTE ARTIKEL.

Het landbouwonderwijs, door
den Staat ingesteld en beheerd, kan
omvatten :

1° Een gesticht voor hooger on-
derwijs waarvan de leergangen in
het Fransch gegeven worden.

Een gesticht van hooger onder-
wijs waarvan de leergangen in het
Vlaamsch gegeven worden.

Deze gestichten kunnen verschil-
lende afdeelingen bevatten, name-
lijk :

- A. Landbouwkunde ;
- B. Waters en Bosschen ;
- C. Tuinbouwkunde ;

D. Industries agricoles;

E. Génie rural;

F. Agronomie coloniale.

2° Des écoles professionnelles d'agriculture et des spécialités qui en dérivent : horticulture générale, arboriculture fruitière, floriculture, culture maraîchère, laiterie, mécanique agricole, enseignement ménager agricole, etc.

3° Des écoles professionnelles élémentaires d'agriculture ou de spécialités locales.

4° Des cours et des conférences destinés à propager l'instruction agricole et des spécialités.

ART. 2.

Des subsides peuvent être alloués pour les écoles, les cours ou les conférences agricoles et horticoles établis par des communes, des provinces, des collectivités ou des particuliers dont les programmes sont agréés par le Gouvernement, qui acceptent l'inspection officielle et qui, sauf les cas exceptionnels dûment justifiés, seront fréquentés par quinze élèves au moins.

ART. 3.

Le personnel des établissements de l'État est nommé et révoqué par le Gouvernement qui fixe les traitements.

ART. 4.

Une Commission de surveillance et d'administration peut être établie près de chaque école.

ART. 5.

Le Gouvernement est autorisé à traiter avec des particuliers, soit

D. Landbouwnijverheden;

E. Landelijke genie;

F. Koloniale landbouwkunde.

2° Beroepsscholen voor landbouw en de bijzondere vakken die er uit voortvloeien : algemeene tuinbouw, fruitboomteelt, bloementeelt, groententeelt, zuivelbereiding, landbouwmechaniek, landhuishoudonderwijs, enz.

3° Aanvankelijke beroepsscholen voor landbouw of bijzondere plaatselijke vakken.

4° Leergangen en voordrachten ter verspreiding van het landbouwonderwijs en bijzondere vakken.

ART. 2.

Er kunnen toelagen verleend worden voor de scholen, de leergangen of de voordrachten in land- en tuinbouw ingericht door gemeenten, provinciën, genootschappen of bijzondere personen, en waarvan de programma's door de Regeering zijn aangenomen, die het officieel toezicht aanvaarden en die, behalve in gerechtvaardigde buitengewone gevallen, door ten minste vijftien leerlingen worden gevolgd.

ART. 3.

Het personeel der Staatsinstellingen wordt benoemd en afgezet door de Regeering die de jaarwedden bepaalt.

ART. 4.

Eene commissie van toezicht en beheer kan bij elke school worden aangesteld.

ART. 5.

De Regeering is er toe gemachtigd met particulieren te onderhan-

pour la tenue des pensionnats à annexer aux écoles, soit pour l'exploitation des terrains nécessaires à l'instruction pratique des élèves.

Les produits des terrains exploités par les écoles pourront être utilisés dans l'intérêt des établissements auxquels ces terrains sont annexés, conformément aux règles de comptabilité et de contrôle arrêtées de commun accord avec le Département des Finances.

ART. 5.

Les règlements d'administration publique détermineront :

- 1°) L'emplacement de chaque école et son organisation intérieure;
- 2°) Le personnel de chaque institution, ainsi que les attributions et le traitement de chaque membre du personnel;
- 3°) La composition et les attributions des commissions de surveillance et d'administration;
- 4°) Le programme de l'enseignement, la répartition des cours et la durée des études;
- 5°) Le minerval et le prix de la pension;
- 6°) Les conditions à exiger des élèves, soit pour l'admission, soit pour le passage d'une année d'études à une autre;
- 7°) Les examens de sortie, les diplômes et les certificats de capacité;
- 8°) Les conditions d'admission du public aux conférences théoriques ou pratiques.

delen voor het houden van kostscholen bij de onderwijsgestichten of voor het uitbaten der gronden, noodig voor het practisch onderwijs der leerlingen.

De voortbrengselen der gronden, door de scholen bebouwd, zullen mogen benuttigd worden in het belang der inrichtingen waaraan deze gronden gevoegd zijn, overeenkomstig de regels van boekhouding en toezicht, in gemeen overleg vastgesteld met het Departement van Financiën.

ART. 6.

De verordeningen van openbaar beheer zullen bepalen :

- 1°) De plaats van elke school en haar inwendige inrichting;
- 2°) Het personeel van elke instelling alsook de bevoegdheid en de wedde van elk lid van dit personeel;
- 3°) De samenstelling en de bevoegdheid der commissiën van toezicht en beheer;
- 4°) Het programma van het onderwijs, de verdeeling der leergangen en den duur der studiën;
- 5°) Het schoolgeld en den prijs voor kost en inwoning;
- 6°) De voorwaarden, van de leerlingen vereischt, voor de aanneming en den overgang van het eene studiejaar tot het andere;
- 7°) De uitgangsexamens, de diploma's en de bekwaamheidsgetuigschriften;
- 8°) De voorwaarden tot toelating voor het publiek op de theoretische en practische voordrachten.

ART. 7.

Les porteurs des diplômes délivrés conformément aux prescriptions gouvernementales par les instituts supérieurs d'agriculture de l'État et libres peuvent soumettre ces titres aux formalités de l'entérinement au Ministère de l'Agriculture.

ART. 8.

Tous les trois ans, un rapport sur l'état de l'enseignement agricole sera présenté par le Gouvernement aux Chambres législatives.

ART. 9.

La présente loi remplace la loi du 4 avril 1890.

Donné à Bruxelles, le 28 juillet 1919.

ART. 7.

De houders van de diploma's afgeleverd overeenkomstig de voorschriften der Regeering door de hogere Staats- en vrije landbouwgestichten, kunnen deze titels onderwerpen aan de pleegvormen der bekrachtiging op het Ministerie van Landbouw.

ART. 8.

Alle drie jaar zal een verslag over den toestand van het landbouwonderwijs door de Regeering worden ingediend bij de Wetgevende Kamers.

ART. 9.

Deze wet vervangt de wet van 4 April 1890.

Gegeven te Brussel, den 28 Juli 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,

Van 's Konings wege :

De Minister van Landbouw,

B^{on} RUZETTE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JULI 1919.

Wetsontwerp

tot herziening

der wet van 4 April 1890, op het landbouwonderwijs

Memorie van toelichting.

MIJNE HEEREN,

Over de middelen waarover de Regeering beschikt om den rijkdom van het land te vermeerderen, bekleedt het landbouwberoepsonderwijs een der eerste plaatsen wegens zijn invloed op de voortbrengst van het land.

Zoo is het, onder andere, te danken aan de landbouwscholen en aan de landbouwvoordrachten dat de planten- en dierenkweek in ons land zulk een staat van bloei heeft bereikt en dat België, in 1914, aan het hoofd stond van alle natiën voor de opbrengst van den grond.

Daar de oorlog in zijn verwoestingen ook de wetenschappelijke inrichtingen heeft getroffen, welke afhangen van het Ministerie van Landbouw, heeft dit laatste het nuttig geoordeeld een Hoogeren raad van landbouwonderwijs op te richten, om het te helpen in zijn werk tot herstelling.

Van in het begin zijner werkzaamheden, merkte de Raad op dat de bepalingen der wet van 4 April 1890 niet meer toelaten het landbouwonderwijs aan de huidige behoeften aan te passen. Die wet immers geeft een beperkende opsomming van de inrichtingen voor landbouwonderwijs ten laste van den Staat; zij maakt het bijgevolg onmogelijk in het Vlaamsche land eene hogere en eene middelbare landbouwschool op te richten en toch blijkt het nut dier oprichting niet betwist te kunnen worden.

Ons Landbouwgesticht te Gembloers heeft een hoogen wetenschappelijken roem verworven en zal ongetwijfeld groote diensten aan onzen landbouw blijven bewijzen. De Regeering zal er voor zorgen het op zijn hooge peil te handhaven. Maar het oprichten van een hooger gesticht in het Vlaamsch wordt gerechtvaardigd, en door het verlangen om aan het Vlaamsche volk die gelijkheid te verzekeren die de troonrede heeft beloofd, en door het feit dat onze noordelijke provinciën hoofdzakelijk landbouwstreken zijn, en

eindelijk door de noodzakelijkheid landbouwkundigen en een onderwijzend personeel te vormen, die gewoon zijn de landbouwwetenschappelijke vraagstukken te behandelen in de taal die ze moeten gebruiken voor de vervulling hunner taak.

Bovendien voorziet de wet niet de inrichting door den Staat van bijzondere scholen, door de vorderingen en de nieuwe voorwaarden der landbouwnijverheid noodzakelijk gemaakt, zooals : scholen of leergangen voor de vorming van het onderwijzend personeel, landhuishoudscholen, scholen voor zuivelbereiding, landbouwmechaniek, enz...

Door op een onwrikbare wijze de programma's der leerstoffen vast te stellen en door den duur der studiën *ne varietur* te bepalen, kan de huidige wet aan het landbouwonderwijs die veerkracht niet geven die het noodig heeft voor de vorderingen en behoeften van den nieuwen tijd. Aldus heeft de Regeering zich verplicht gezien, aan het Hooger Gesticht, waar de leergangen over drie jaar verdeeld zijn, een vierde onverplicht jaar toe te voegen.

Om die bezwaren te doen verdwijnen en om in onze inrichtingen voor landbouwonderwijs de door de nieuwe omstandigheden vereischte verbeteringen te kunnen invoeren, heb ik de eer op het bureel der Kamer het hierbij gevoegd wetsontwerp in te dienen.

De Minister van Landbouw,

BARON RUZETTE.

PROJET DE LOI

portant revision de la loi du 4 avril
1890 relative à l'enseignement agri-
cole.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre de l'Agriculture,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur
suit sera présenté, en Notre nom,
aux Chambres législatives, par Notre
Ministre de l'Agriculture.

ARTICLE PREMIER.

L'enseignement agricole institué
et administré par l'État peut com-
porter :

1° Un institut d'enseignement su-
périeur dont les cours sont professés
en langue française.

Un institut d'enseignement supé-
rieur dont les cours sont professés
en langue flamande.

Ces instituts pourront compren-
dre plusieurs sections, notamment :

- A. Agronomie ;
- B. Eaux et Forêts ;
- C. Horticulture ;

WETSONTWERP

tot herziening der wet van 4 April 1890
op het landbouwonderwijs.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil.*

Op voorstel van Onzen Minister
van Landbouw,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de in-
houd volgt, zal in Onzen naam aan
de Wetgevende Kamers worden
aangeboden door Onzen Minister
van Landbouw.

EERSTE ARTIKEL.

Het landbouwonderwijs, door
den Staat ingesteld en beheerd, kan
omvatten :

1° Een gesticht voor hooger on-
derwijs waarvan de leergangen in
het Fransch gegeven worden.

Een gesticht van hooger onder-
wijs waarvan de leergangen in het
Vlaamsch gegeven worden.

Deze gestichten kunnen verschil-
lende afdeelingen bevatten, name-
lijk :

- A. Landbouwkunde ;
- B. Waters en Bosschen ;
- C. Tuinbouwkunde ;

D. Industries agricoles;

E. Génie rural;

F. Agronomie coloniale.

2° Des écoles professionnelles d'agriculture et des spécialités qui en dérivent : horticulture générale, arboriculture fruitière, floriculture, culture maraîchère, laiterie, mécanique agricole, enseignement ménager agricole, etc.

3° Des écoles professionnelles élémentaires d'agriculture ou de spécialités locales.

4° Des cours et des conférences destinés à propager l'instruction agricole et des spécialités.

ART. 2.

Des subsides peuvent être alloués pour les écoles, les cours ou les conférences agricoles et horticoles établis par des communes, des provinces, des collectivités ou des particuliers dont les programmes sont agréés par le Gouvernement, qui acceptent l'inspection officielle et qui, sauf les cas exceptionnels dûment justifiés, seront fréquentés par quinze élèves au moins.

ART. 3.

Le personnel des établissements de l'État est nommé et révoqué par le Gouvernement qui fixe les traitements.

ART. 4.

Une Commission de surveillance et d'administration peut être établie près de chaque école.

ART. 5.

Le Gouvernement est autorisé à traiter avec des particuliers, soit

D. Landbouwnijverheden;

E. Landelijke genie;

F. Koloniale landbouwkunde.

2° Beroepsscholen voor landbouw en de bijzondere vakken die er uit voortvloeien : algemeene tuinbouw, fruitboomteelt, bloementeelt, groententeelt, zuivelbereiding, landbouwmecaniek, landhuishoudonderwijs, enz.

3° Aanvankelijke beroepsscholen voor landbouw of bijzondere plaatselijke vakken.

4° Leergangen en voordrachten ter verspreiding van het landbouwonderwijs en bijzondere vakken.

ART. 2.

Er kunnen toelagen verleend worden voor de scholen, de leergangen of de voordrachten in land- en tuinbouw ingericht door gemeenten, provinciën, genootschappen of bijzondere personen, en waarvan de programma's door de Regeering zijn aangenomen, die het officiëel toezicht aanvaarden en die, behalve in gerechtvaardigde buitengewone gevallen, door ten minste vijftien leerlingen worden gevolgd.

ART. 3.

Het personeel der Staatsinstellingen wordt benoemd en afgezet door de Regeering die de jaarwedden bepaalt.

ART. 4.

Eene commissie van toezicht en beheer kan bij elke school worden aangesteld.

ART. 5.

De Regeering is er toe gemachtigd met particulieren te onderhan-

pour la tenue des pensionnats à annexer aux écoles, soit pour l'exploitation des terrains nécessaires à l'instruction pratique des élèves.

Les produits des terrains exploités par les écoles pourront être utilisés dans l'intérêt des établissements auxquels ces terrains sont annexés, conformément aux règles de comptabilité et de contrôle arrêtées de commun accord avec le Département des Finances.

ART. 6.

Les règlements d'administration publique détermineront :

1°) L'emplacement de chaque école et son organisation intérieure;

2°) Le personnel de chaque institution, ainsi que les attributions et le traitement de chaque membre du personnel;

3°) La composition et les attributions des commissions de surveillance et d'administration;

4°) Le programme de l'enseignement, la répartition des cours et la durée des études;

5°) Le minerval et le prix de la pension;

6°) Les conditions à exiger des élèves, soit pour l'admission, soit pour le passage d'une année d'études à une autre;

7°) Les examens de sortie, les diplômes et les certificats de capacité;

8°) Les conditions d'admission du public aux conférences théoriques ou pratiques.

delen voor het houden van kostscholen bij de onderwijsgestichten of voor het uitbaten der gronden, noodig voor het practisch onderwijs der leerlingen.

De voortbrengselen der gronden, door de scholen bebouwd, zullen mogen benuttigd worden in het belang der inrichtingen waaraan deze gronden gevoegd zijn, overeenkomstig de regels van boekhouding en toezicht, in gemeen overleg vastgesteld met het Departement van Financiën.

ART. 6.

De verordeningen van openbaar beheer zullen bepalen :

1°) De plaats van elke school en haar inwendige inrichting;

2°) Het personeel van elke instelling alsook de bevoegdheid en de wedde van elk lid van dit personeel;

3°) De samenstelling en de bevoegdheid der commissiën van toezicht en beheer;

4°) Het programma van het onderwijs, de verdeeling der leergangen en den duur der studiën;

5°) Het schoolgeld en den prijs voor kost en inwoning;

6°) De voorwaarden, van de leerlingen vereischt, voor de aanname en den overgang van het eene studiejaar tot het andere;

7°) De uitgangsexamens, de diploma's en de bekwaamheidsgetuigschriften;

8°) De voorwaarden tot toelating voor het publiek op de theoretische en practische voordrachten.

ART. 7.

Les porteurs des diplômes délivrés conformément aux prescriptions gouvernementales par les instituts supérieurs d'agriculture de l'État et libres peuvent soumettre ces titres aux formalités de l'entérinement au Ministère de l'Agriculture.

ART. 8.

Tous les trois ans, un rapport sur l'état de l'enseignement agricole sera présenté par le Gouvernement aux Chambres législatives.

ART. 9.

La présente loi remplace la loi du 4 avril 1890.

Donné à Bruxelles, le 28 juillet 1919.

ART. 7.

De houders van de 'diploma's afgeleverd overeenkomstig de voorschriften der Regeering door de hogere Staats- en vrije landbouwgestichten, kunnen deze titels onderwerpen aan de pleegvormen der bekrachtiging op het Ministerie van Landbouw.

ART. 8.

Alle drie jaar zal een verslag over den toestand van het landbouwonderwijs door de Regeering worden ingediend bij de Wetgevende Kamers.

ART. 9.

Deze wet vervangt de wet van 4 April 1890.

Gegeven te Brussel, den 28 Juli 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,

Van 's Konings wege :

De Minister van Landbouw,

B^{on} RUZETTE.

